
PIERRE ASTIÉ
DOMINIQUE BREILLAT*

REPÈRES ÉTRANGERS

(1^{er} MAI - 30 JUIN 1996)

tout, concernant le droit d'asile (14 mai 1996). Toutes ces décisions laissent toute leur liberté aux acteurs politiques – et certains critiques reprochent à la Cour de capituler devant le pouvoir politique ! Néanmoins, le *judicial self-restraint* est le mieux compatible avec le principe démocratique et il est, en plus, également dans l'intérêt de la Cour elle-même.

Malgré sa réputation, qui reste toujours grande quoique déclinante, et malgré ses compétences élargies qui font de la Cour allemande probablement la cour constitutionnelle la plus puissante du monde, elle ne pourra guère sortir victorieuse ou indemne d'un conflit avec le gouvernement, la majorité parlementaire, les grands partis politiques et l'opinion publique. Un tel conflit est susceptible de surgir lorsque le Bundestag ou le Landtag bavarois adoptent de nouvelles lois relatives à la protection de l'honneur des soldats et à l'accrochage des crucifix dans les écoles publiques. En adoptant de telles lois, les parlements réaffirmeront leur volonté politique.

Même s'ils n'ignorent pas complètement les décisions de la Cour (*Soldaten sind Mörder, Kruzifix*), ils ne respecteront peut-être pas avec rigueur les limites tracées par la Cour. Or, il est difficilement concevable que la Cour constitutionnelle, dans le cas où elle serait à nouveau saisie, puisse annuler ces lois qui sont l'expression d'une légitimité démocratique affirmée. Si elle les accepte en corrigeant ainsi ses décisions antérieures, au moins partiellement, son autorité se trouve également amoindrie. La démocratie a cependant besoin d'une Cour constitutionnelle forte et acceptée par les hommes politiques et par tous les citoyens.

163

* Université de Poitiers.

AFGHANISTAN

26 juin 1996 : **Gouvernement.** A la suite de l'accord politico-militaire du 24 mai 1996, interrompant la guerre fratricide dont l'Afghanistan est le théâtre depuis la chute du régime communiste en avril 1992, M. Gulbuddin Hekmatyar, chef du Hezb-i-Islami, devient Premier ministre.

Cette désignation traduit la réconciliation entre les deux ethnies rivales, celle du président Burhanuddin Rabbani, leader du Jamiat-i-Islami, et du commandant Ahmad Shah Massoud, au pouvoir depuis le 28 juin 1992 (tadjik et relativement modéré), et celle du nouveau Premier ministre (pashtoun et plus radicale).

Cette alliance entre Hezb et Jamiat vise à contrer les talibans (étudiants en religion) qui dominent le sud du pays. Mais de tels accords ont souvent été sans lendemain (*Libération*, 14 mai et 27 juin 1996 ; *Le Monde*, 15, 26-27 mai et 28 et 29 juin 1996).

AFRIQUE DU SUD

8 mai 1996 : **Constitution.** Le Parlement sud-africain, réuni en assemblée constituante, a adopté, par 421 voix contre 2 et 10 abstentions sur 490, l'Inkatha de Mangosuthu Buthelezi ne participant pas au vote, une constitution démocratique qui doit remplacer, d'ici à 1999, l'actuelle constitution intérimaire du 22 décembre 1993. L'ACDP (African Christian Democratic Party) est la seule formation à avoir voté contre, estimant que le texte n'insiste pas suffisamment sur les valeurs religieuses et familiales. L'accord du Parti national (NP) a pu être acquis après d'ultimes tractations, évitant ainsi le recours au référendum qui aurait divisé le pays.

Le nouveau texte ne reprend pas le principe du *power sharing* (partage du pouvoir), appliqué depuis deux ans au sein de l'actuel gouvernement d'unité nationale (cf. *RE*, 71). Il établit un régime reposant sur la séparation et l'équilibre des pouvoirs. La structure de l'État est entre l'État fédéral et l'État régional.

Le pouvoir exécutif est détenu par un chef d'État élu par l'Assemblée nationale,

164

PARTIS	Voix (%)	Sièges
Parti démocratique	55,53	122
Parti socialiste (ex-communiste)	20,37	10
Parti républicain	5,74	3
Parti Front national	4,97	2
Parti de l'Union pour les droits de l'homme ¹	4,04	3
Parti Legaliteti	2,07	–
Parti Union social-démocrate	1,97	–
Parti Alliance démocratique	1,56	–
Parti social-démocrate (centre gauche)	1,52	–
Parti démo-chrétien	1,28	–
Parti Union démocrate	0,72	–
Parti Union nationale	0,24	–

1. Parti nationaliste de la minorité grecque en Albanie.

assisté par un vice-président et des ministres qu'il choisit parmi les députés.

Le Parlement bicaméral est composé d'une Assemblée nationale élue à la proportionnelle et d'un Conseil des provinces représentant les neuf régions du pays, les législatures de chacune d'entre elles désignant 10 délégués.

Sont reconnus le droit à la liberté et l'égalité de tous les citoyens. La peine de mort est abolie définitivement.

Une Cour constitutionnelle assez proche du modèle allemand est instituée.

La nouvelle constitution n'entrera en vigueur qu'après examen par la Cour constitutionnelle actuelle (*Libération*, 9 et 10 mai 1996 ; *Le Monde*, 10 et 11 mai 1996 ; *Le Figaro*, 9 mai 1996 ; Ambassade d'Afrique du Sud).

ALBANIE

26 mai, 2 et 16 juin 1996 : **Élections législatives.** Le président Sali Berisha, au pouvoir depuis le 9 avril 1992 (cf. *RE*, 62), leader du Parti démocratique albanais (PD), confirme son succès de mars 1992 (cf. *RE*, 62).

Son parti obtient 53,53 % des suffrages (- 6,5 % par rapport à 1992) et remporte 122 sièges sur les 140 que comprend l'Assemblée (+ 30).

Il est vrai que ces élections ont été boycottées au premier tour par neuf partis de l'opposition, dont le Parti socialiste (ex-communiste) et l'Alliance démocratique (dissidents du PD) qui se sont retirés de la compétition pour protester contre les nombreuses irrégularités. Les élections ont été recommencées dans 17 circonscriptions le 16 juin. La loi « antigénocide » a rendu inéligibles plus de 100 000 personnes. 115 sièges étaient

pourvus au scrutin majoritaire à deux tours et 25 à la représentation proportionnelle par 2 200 000 électeurs.

Le taux de participation a été de 68 % (*Libération*, 24, 27, 28 mai 1996 ; *Le Monde*, 26-27, 28, 29, 31 mai, 5, 9-10, 18 et 19 juin 1996 ; *Le Figaro*, 24 et 27 mai, 4 juin et 19 juin 1996 ; Ambassade d'Albanie).

ALLEMAGNE

5 mai 1996 : **Länder.** L'échec de la fusion entre les Länder de Berlin et du Brandebourg (capitale : Potsdam) est un succès pour le PDS (ex-communistes) et une défaite pour le ministre-président social-démocrate du Brandebourg, Manfred Stolpe.

A la suite de la réunification, cinq Länder avaient été recréés dans l'ex-RDA, dont celui du Brandebourg enserrant Berlin réunifié. Le résultat montre la survivance de la coupure des deux Allemagnes. Berlin a voté pour avec 53,4 % de oui. Mais si les Berlinoises de l'Ouest ont approuvé la fusion par 61 % des voix, les Berlinoises de l'Est s'y sont opposés à 51 % et le Brandebourg a voté contre à 62,7 %. Pour être adoptée, la fusion devait recueillir l'approbation dans chaque Land, celle-ci devant réunir plus de 25 % des inscrits.

Une seule fusion a été opérée en RFA. En 1952, à la suite d'un référendum les Länder de Bade, de Wurtemberg-Bade et de Wurtemberg-Hohenzollern avaient formé le Land de Bade-Wurtemberg (*Libération*, 4-5 et 6 mai 1996 ; *Le Monde*, 7 mai 1996 ; *Courrier international*, 23 mai 1996).

ESPAGNE

5 mai 1996 : **Gouvernement.** A la suite

de sa victoire aux élections législatives (cf. *RE*), le leader du parti conservateur, José Maria Aznar, obtient l'investiture d'un gouvernement « centriste et réformiste », grâce au soutien des nationalistes catalans de Convergence et Union, le parti de Jordi Pujol auquel il doit faire des concessions sur le régionalisme.

Le gouvernement ne comprend que quatorze membres, dont quatre femmes. L'âge moyen y est de 46 ans.

M. Aznar s'est entouré de deux vice-présidents, M. Francisco Alvarez Cascos, chargé de la présidence, et M. Rodrigo Rato, détenteur du portefeuille de l'Économie et des Finances.

C'est le quatrième président du gouvernement depuis la restauration de la démocratie et le vingt-septième depuis que la fonction existe en Espagne (*Libération*, 4-5 et 6 mai 1996 ; *Le Monde*, 4 au 7 mai 1996 ; *Le Figaro*, 6 mai 1996).

INDE

27 avril au 30 mai 1996 : **Élections législatives**. Ces 11^e élections au Lok Sabha (chambre basse : 545 sièges) sont marquées par la défaite du parti du Congrès du Premier ministre Narasimha Rao, qui recule de 36,5 à 28,1 %. Pendant ses quarante-neuf années au cours desquelles il a dirigé le pays, ce parti a perdu les élections en 1977 et 1989. En 1991, il avait obtenu 201 élus (cf. *RE*, 59). Il n'en a plus que 139 avec ses alliés (sur 534 résultats connus).

Le Parti du peuple indien (BJP), de la droite hindouiste, qui était déjà la grande formation de l'opposition, confirme son implantation dans le pays : en 1989, il n'avait que 2 élus ; il devient aujourd'hui le premier parti de l'Inde avec 194 sièges,

même s'il ne recueille que 23,5 % des voix (+ 2,7).

L'Union de gauche NF-LF (alliance entre le National Front, progressiste modéré, et le Left Front, dirigé par les communistes : alliance dite « troisième force ») fait une percée spectaculaire avec 134 élus, même si elle passe de 24,9 à 20,2 % des suffrages.

Ce scrutin confirme la fragmentation du paysage politique indien, aucun parti n'obtenant la majorité absolue (*Libération*, 3, 7, 9, 10 au 13 et 30 mai 1996 ; *Le Monde*, 3, 10 et 11 mai 1996 ; *Le Figaro*, 10 mai 1996 ; *India Today*, 31 mai 1996 ; Ambassade de l'Inde).

ISRAËL

29 mai 1996 : **Premier ministre. Élections**. Pour la première fois, les 3 933 250 électeurs israéliens désignent leur Premier ministre au suffrage direct.

Le système mis en place exige que le candidat élu obtienne « plus de la moitié des votes exprimés » et soit « élu à la Knesset ». Si aucun candidat n'obtient la majorité absolue, un deuxième tour a lieu quinze jours plus tard entre les deux mieux placés. Tel ne pouvait être le cas, car deux candidats seulement se disputaient cette fonction : le Premier ministre Shimon Peres et le chef du Likoud, Benyamin Netanyahou.

Après plusieurs heures de suspens lors du dépouillement des votes, c'est ce dernier qui l'emporte, avec un écart de 0,9 % sur son concurrent, soit 29 457 voix :

Benyamin Netanyahou	1 501 023 voix (50,4 %)
Shimon Peres	1 471 566 voix (49,5 %)

PARTIS	Voix (en %)	Par rapport à 1992	Sièges	Par rapport à 1992
Parti travailliste (gauche)	26,8	- 9,7	34	- 10
Likoud, Tsomet, Gesher (bloc de droite)	25,1	- 7,8	32	- 8
Shas (ultra orthodoxes d'origine marocaine)	8,5	+ 3,3	10	+ 4
Parti national religieux (sionistes, droite)	7,8	+ 2,5	9	+ 3
Meretz (Ratz + Shimi + Mapam) (gauche laïque)	7,4	- 2,7	9	- 3
Israël Ba-Aliya (nouveaux immigrants russophones)	5,7		7	
Front démocratique pour la paix et l'égalité (ex-Hadash, ex-communiste)	4,2	+ 1,7	5	+ 2
Judaïsme uni de la Torah	3,2	- 0,2	4	=
La Troisième Voie (nouveau)	3,1		4	
Liste arabe unifiée (ex-Parti arabe démocratique)	2,9	+ 1,3	4	+ 2
Moledet (extrême droite)	2,3	- 0,2	2	- 1
Total			120	

167

Votants : 3 119 195 ; bulletins blancs et nuls : 67 601.

M. Benyamin Netanyahou, 46 ans, est le neuvième – et le plus jeune – Premier ministre d'Israël (*Le Monde*, 7, 19 et 20 juin 1996 ; *Le Figaro*, 20 juin 1996 ; *Libération*, 18 au 20 juin 1996).

29 mai 1996 : **Élections législatives.** L'élection de la 14^e Knesset, au cours de laquelle 20 listes s'opposaient, ne va pas une nouvelle fois simplifier la vie politique israélienne ; le morcellement parlementaire en sort augmenté. Les deux grands partis – à gauche le Parti travailliste, à droite le Likoud – subissent l'un et l'autre une importante érosion : respectivement moins 10 sièges pour le premier et moins 8 pour le second.

La majorité gouvernementale sortante, qui regroupait autour des travaillistes le parti de gauche Meretz et les partis arabes, subit une défaite cinglante. Elle obtient 47 sièges contre 61 auparavant.

Les partis religieux quant à eux connaissent une progression remarquable : le parti Shas d'Ovadia Yossef, son guide spirituel, dirigé par le rabbin Arieïh Déri, gagne 4 sièges, passant de 6 à 10, et le Parti national religieux (PNR, Mafdal) 3, passant de 6 à 9.

Deux nouvelles formations obtiennent un résultat étonnant : les nouveaux immigrants russes de Natham Sharanski (Israël Ba-Aliya) font leur entrée à la Knesset avec 7 élus et la Troisième Voie (travaillistes hostiles à l'accord d'Oslo) avec 4.

Ces résultats traduisent la fragilité du soutien au processus de paix au Proche-Orient engagé par la coalition au pouvoir (*Le Monde*, 19-20, 22, 28 au 31 mai 1996 ; *Libération*, 29 et 30 mai 1996 ; *Le Figaro*, 29 mai au 2 juin 1996 ; *Courrier international*, 6 juin 1996 ; Ambassade d'Israël).

18 juin 1996 : **Gouvernement.** Le nou-

veau Premier ministre réussit à constituer un gouvernement de 17 membres, dans lequel il cumule les fonctions de chef de gouvernement avec celles de ministre des Affaires étrangères, de l'Habitat et des Cultes.

Son gouvernement comprend neuf membres du Likoud, six religieux et apparentés – dont trois rabbins et deux russes laïcs.

Il est soutenu par une coalition parlementaire majoritaire de 66 députés sur les 120 que compte la Knesset (32 élus du Likoud, 23 de trois partis religieux, 7 du parti russe et 4 de la Troisième Voie).

Issu d'une élection au suffrage universel direct, le Premier ministre disposait de 45 jours pour former le gouvernement et obtenir la confiance. Un refus de celle-ci aurait eu un caractère de dissolution automatique (*Le Monde*, 7, 19 et 20 juin 1996 ; *Le Figaro*, 20 juin 1996 ; *Libération*, 18 au 20 juin 1996).

est l'ex-magistrat de « Mani pulite », Antonio Di Pietro, qui est nommé à la tête du ministère des Travaux publics.

Ce gouvernement obtient la confiance de la Chambre des députés par 322 voix contre 299, soit 11 voix de plus que la majorité requise (*Le Monde*, 18, 19-20 mai et 2-3 juin 1996 ; *Le Figaro*, 18-19 mai 1996).

ITALIE

31 mai 1996 : **Gouvernement.** L'économiste catholique Romano Prodi, 56 ans, forme le 55^e gouvernement italien de l'après-guerre, le premier à être dominé par la gauche depuis près de cinquante ans. Sur les vingt ministères que compte ce gouvernement de coalition centre gauche, neuf sont détenus par d'anciens communistes, notamment l'Intérieur, l'Éducation, l'Université et la Recherche. Le numéro deux du PDS (ex-PCI), Walter Veltroni, devient vice-président du Conseil. Le Parti populaire italien, le Renouveau italien de Lamberto Dini, les Verts, l'Union démocratique et des indépendants participent aussi à ce gouvernement.

La « vedette » du nouveau cabinet